

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (2020)
Heft: 2281

Artikel: Agriculture : le grand bond en arrière de l'USP : l'Union suisse des paysans, frein à la nécessaire réorientation de la politique agricole
Autor: Longet, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024075>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Agriculture: le grand bond en arrière de l'USP

L'Union suisse des paysans, frein à la nécessaire réorientation de la politique agricole

René Longet - 10 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36354>

Alors que la crise sanitaire mondiale incite à la réflexion individuelle et collective sur nos modes de vie et à faire des choix, les forces du passé font tout pour fragiliser les engagements pour la durabilité - préparant ainsi la prochaine crise.

Sans surprise, Donald Trump réduit les exigences en matière de [normes d'émission de CO₂](#), des voitures bien au-delà des demandes de l'industrie automobile. Le lobby du charbon intrigue au sein de l'UE pour torpiller le Pacte vert en invoquant l'urgence économique, alors qu'une vraie relance passe par la transition énergétique. Et c'est le retour de l'antienne «*l'écologie, ça commence à bien faire*», pour citer la célèbre petite phrase de Nicolas Sarkozy.

Dans la même veine, arguant de la nécessité d'augmenter l'autonomie alimentaire du pays, l'Union suisse des paysans (USP) demande le [renvoi](#) de la [Politique agricole 2022+](#) (PA 22+) proposée par le Conseil fédéral et brandit d'ores et déjà la menace du [référendum](#).

La politique agricole telle que l'USP la conçoit est en effet basée sur l'importation massive d'intrants et de nutriments: près de 300'000 tonnes par an de tourteau de soja essentiellement brésilien et des

engrais minéraux (tels les phosphates), qui continuent à être surdosés. À cela s'ajoutent les phytosanitaires chimiques et les besoins en énergie fossile à tous les niveaux.

Changer de paradigme agro-alimentaire

Outre de lier la Suisse à de multiples dépendances, ces importations réduisent encore de 10% son taux d'auto-provisionnement déjà bas, à quelque 50%. Prétendre élever ce taux sur ces bases n'est qu'une vaste supercherie. Dans le monde entier, la «*révolution verte*» touche à ses limites. Loin de stimuler la vie du sol et l'activité des ennemis naturels des prédateurs des cultures, les produits de synthèse (engrais et phytosanitaires) affaiblissent ces facteurs de production; les phytosanitaires renforcent les résistances des parasites; les critères de sélection employés donnent des animaux et des plantes vulnérables et tributaires d'un soutien constant; les substances employées polluent les sols, l'eau et l'air (l'azote épandu sur les champs diffuse dans l'air notamment des [microparticules azotées](#)).

Une vraie résilience agricole passe par une toute autre orientation:

- *Changer d'approche*

agronomique. Les méthodes agroécologiques, permaculturelles, d'agroforesterie, les diverses modalités de la culture biologique, qui ont en commun de valoriser les capacités productives naturelles, ont largement fait leurs preuves. De plus en plus d'[experts](#) et la [FAO](#) elle-même affirment que ce sont là les seules façons de nourrir une humanité en nombre croissant sans détruire les sols. Ces approches sont riches en emplois, de nature à soutenir un peuplement paysan décentralisé. Mettant en valeur les ressources locales et la polyculture, ce sont aussi d'excellents exemples d'économie circulaire.

- *Rééquilibrer la prédominance du secteur animal*. La focalisation de la Suisse sur la production animale a induit une disparité dans les taux d'auto-provisionnement: de 80 à plus de 100% pour les produits laitiers, la viande bovine et porcine et les pommes de terre, d'environ 50% pour légumes et céréales, et de quelque 30% pour les huiles végétales et les fruits. Une vraie politique

d'auto-approvisionnement passe par une augmentation volontariste de la production végétale et un renouveau des sources de protéines que sont les légumineuses, ce qui irait aussi dans le sens d'une [alimentation plus saine](#). Dans de nombreuses régions, notamment de moyenne montagne, la place des cultures végétales a fortement diminué et le potentiel d'un redémarrage est là.

- *Gérer les importations autrement.* Une part d'importation restera toujours nécessaire, mais celle-ci ne doit plus créer de distorsions de concurrence. Le peuple s'est exprimé dans ce sens en adoptant l'article constitutionnel [104A](#) sur la sécurité alimentaire en septembre 2017, resté lettre morte, et qui demande que les importations soient gérées selon les critères de la durabilité. Dans ce

contexte, des accords de libre échange comme ceux avec l'[Indonésie](#) ou le Mercosur sont complètement anachroniques, même avec des clauses de durabilité - qui ne seront pas davantage appliquées que ledit article constitutionnel. L'agriculture n'a pas à être la monnaie d'échange pour notre industrie d'exportation. Ou si nous faisons ce choix, il faut être conscient des risques que cela comporte pour notre capacité productive agricole.

- *Enfin, un levier jusqu'ici largement occulté: repenser nos habitudes alimentaires.* Dans les pays industrialisés, deux chiffres frappent: nous ingérons en moyenne nationale un bon [quart de calories](#) de plus que nécessaire (autour de 3000, alors que 2200 suffiraient), et nous jetons, entre le champ et l'assiette, à nouveau en

moyenne nationale, un [tiers](#) de la production agricole. Si on voulait vraiment augmenter notre taux d'autosuffisance, ce seraient là des leviers fort intéressants et bien plus positifs que la nostalgie d'un forcing quantitatif qui épuise autant les facteurs de production que les paysans eux-mêmes. Tous ceux qui sont passés au bio peuvent en témoigner.

On peut être critique face à la PA 22+, mais pour les raisons inverses que celles invoquées par l'USP: si cette politique vise, encore timidement, à corriger certains de ses déficits écologiques, elle ne s'attaque pas aux biais fondamentaux du système agro-alimentaire. Seule une réorientation dans le sens esquissé ci-dessus permettra de réduire nos dépendances; le retour au productivisme est à la fois fallacieux et terriblement court-termiste.

Le fédéralisme à l'épreuve de la crise sanitaire

Epidémies: la longue histoire de la répartition des compétences entre Confédération et cantons

Pierre-Yves Bosshard - 11 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36363>

[La Constitution fédérale](#) dispose que, dans les limites de ses compétences, la Confédération prend des

mesures afin de protéger la santé. Selon la terminologie consacrée, la Suisse se caractérise de la sorte par une

compétence législative fragmentaire. C'est cette fragmentation qui a permis par exemple à certains cantons